



PETIT PRÉAMBULE, ENTREPRENDRE, INVESTIR,
TRANSMETTRE

**DIRIGEANTS, ARTISANS, COMMERÇANTS, INDÉPENDANTS,
INVESTISSEURS**

Votre Programme 2027

Vous prenez les risques. Voici ce que ce programme change
pour produire, financer et transmettre, chiffré, daté, vérifiable.



« Construire plutôt que promettre »

Une montée en charge, jamais un grand soir

Rien n'est engagé avant d'être financé. Le programme s'applique par paliers, et chaque palier s'ouvre sur une décision, jamais sur un calendrier automatique.

- **Le cap de compétitivité : une première étape jusqu'à 80 %.** Coût complet estimé à 70 Md€, à confirmer par microsimulation Urssaf. Le scénario central fixe un **plafond pouvant atteindre 80 % du coût validé**. L'ouverture effective est limitée au coût validé et aux ressources permanentes disponibles.
- **Les 20 % restants : une tranche pilotée.** Les 14 Md€ restants ne sont pas promis. Ils s'ouvrent par **paliers de 3,5 Md€**, à hauteur des ressources permanentes effectivement sécurisées. Un palier peut être gelé ; aucun ne s'ouvre tout seul.
- **L'investissement : un curseur, de 56 à 100 %.** Le portefeuille cible complet est de 67,75 Md€. Les travaux montent par paliers, de **56 % du rythme maximal en 2027** à 100 % en 2031 : 49,23 Md€ lancés sur le mandat, 18,53 différés. Un curseur, pas un calendrier ferme : ce qui n'est pas ouvert est différé, jamais engagé d'avance.
- **Et chaque année, on rend des comptes.** Deux lectures publiées : le budget de financement et le solde au sens de Maastricht. Paliers ouverts, paliers gelés et chantiers différés sont dits, exercice après exercice.

La même règle partout. On engage ce qui est financé, on ouvre le reste quand la recette est là, et on le dit.

La France de 2040

Avant les mesures, le cap. En une page. Pour vous, pour les vôtres.

« En vingt ans, la France est passée d'une logique de protection à une logique de compensation par l'importation. Notre projet consiste à redevenir un pays qui produit et construit : des entreprises.

CE QUI CHANGE POUR VOUS

Produire redevient rentable ici : 1 € net coûte 1,52 € ⁽⁷⁾ au lieu de 1,74 au salaire moyen, 1,23 au SMIC ⁽¹⁾ ; embaucher, faire grandir l'équipe.

L'impôt sur les bénéfices à 15 % pour qui produit en France, 30 % sinon : pour qui tient la grille des cinq critères, carbone compris.

L'innovation chez ceux qui la font : CIR et CII réservés aux PME et ETI.

Transmettre sans casse : l'entreprise passe à la génération suivante au lieu de fermer.

ET POUR LE PAYS

Une **industrie** redevenue forte, des usines qui rouvrent. Le travail redevenu rentable ici, la durée légale portée à quarante heures, négociée avec les syndicats, jamais 40 payées 35, le SMIC net de 1 478 à 1 840 € ⁽²⁾.

Une France qui **produit** plus qu'elle n'importe.

Une **énergie** abondante, propre, à prix maîtrisé.

Une **dette** qui baisse, un État qui tient parole.

Une **école** exigeante, qui instruit et qui élève.

Une **justice** qui protège.

Un système de **santé** qui soigne, partout et à l'heure.

(1) Ce qui relève du calcul du programme, et non d'une publication : le coût du travail (1,74 € → 1,52 € au salaire moyen, 1,35 € → 1,23 € au SMIC, extinction à 1,75 SMIC) est calculé sur les barèmes Urssaf, les recettes en fourchettes. Une estimation n'est jamais présentée comme un fait établi.

(2) Ministère du Travail, arrêté du 22 mai 2026 : SMIC à 12,31 € brut de l'heure.

(7) Barèmes Urssaf 2026 et calcul du programme : 1,35 € puis 1,23 € par euro net au SMIC, 1,74 € puis 1,52 € au salaire moyen.

Le pacte : ce qui change pour vous, d'abord

Les derniers arbitrages du programme, dans votre langue et pour votre vie. Chaque ligne renvoie à un engagement chiffré.

- **Produire redevient rentable ici.** 1,23 € au SMIC et 1,52 € au salaire moyen, au lieu de 1,35 et 1,74 €.
- **Une concurrence loyale face aux produits fabriqués loin.** La frontière carbone et les clauses miroirs portées au niveau de l'Union, sans prélèvement douanier national unilatéral.
- **Normes ÷ 2, Cerfa ÷ 3.** Toute norme nouvelle en supprime deux ; les textes européens au minimum.
- **Le premier contrôle n'est plus une sanction.** La première visite informe et donne un délai.
- **Le commerce de centre-ville revit.** Bourse de la reprise, taxe sur la vacance, moratoire en périphérie.
- **L'impôt sur les bénéfices tombera à 15 % pour qui produit en France, 30 % pour le reste, et 15 % jusqu'à 50 000 € de bénéfice pour tous.** La grille des cinq critères, carbone et transport compris : produire et s'approvisionner ici y gagne.
- **Du capital français pour vos projets.** Un Livret France garanti par l'État, 50 000 €.
- **Transmettre sans casse.** Zéro impôt jusqu'à 100 000 € par parent et par enfant.
- **Les coûts qui baissent.** L'électricité au coût du parc, -40 % pour les électro-intensifs ; le crédit recherche aux PME et ETI.
- **La mise aux normes prise en charge.** Un **crédit d'impôt normatif** porte à **100 %** la mise en conformité, dans le plafond de 20 M€ du CIR-CII.

Le terrain dégagé

Entreprendre demande un terrain praticable : délais, règles claires, accès au marché.

- **Une usine ouverte en 1 an maxi** (2 si Seveso) : le délai devient un engagement de l'État, pas une loterie.
- **Silence vaut accord, droit à l'erreur, délais opposables** : l'administration s'applique les règles qu'elle impose.
- **Les franchissements de seuils lissés** : grandir sans être pénalisé, embaucher sans déclencher l'avalanche.
- **La commande publique accessible** et le guichet unique : les PME entrent dans le marché public. La préférence à la production proche passe par des **critères objectifs compatibles avec le droit européen** : empreinte carbone du transport, délais et fiabilité, résilience, réparabilité, conditions sociales, sécurité. On ne nomme jamais une nationalité, ce serait illégal ; on nomme ce qui se mesure.

Qui je suis, comment je travaille

« Petit-fils de grands-parents italiens, résistants pendant la Seconde Guerre mondiale, venus chercher du travail, et de grands-parents français, travaillant chez Peugeot, attachés à leur terre, j'ai grandi parmi ceux qui font la France de leurs mains, et j'ai choisi l'entrepreneuriat : créer, embaucher, prendre des risques. »

Autour de moi : **entrepreneurs, agriculteurs, médecins, professions libérales, professeurs, ingénieurs, fonctionnaires, techniciens, chercheurs, commerçants et retraités.** Le pays réel.

Trois niveaux de chiffres, en toute honnêteté. Ce programme distingue les **chiffres vérifiés** (sources publiques), les **estimations prudentes** (à confirmer par microsimulation) et les **paris politiques assumés**. Nous ne promettons pas la magie budgétaire : nous montrons les arbitrages.

Un pays juste, c'est un pays où **l'effort paie**, où **les règles sont les mêmes pour tous**, et où **la nature est transmise vivante**. Depuis quarante ans, les mêmes partis se sont partagé le pouvoir et nous ont légué la dette, la désindustrialisation et la défiance. **Je ne viens pas prolonger cet héritage.**

Chiffré, daté, vérifiable

Avant les seize engagements, la règle du jeu. Ce programme ne demande pas d'être cru : il demande d'être vérifié.

- **Le collège indépendant certifie avant d'agir.** Les chiffrages sont confirmés ou corrigés, publiquement ; les mesures les plus sensibles (retraites, impôt unique, panier de soins, trajectoire agricole) sont calibrées par lui.
- **Des simulateurs publics, dès l'élection.** Votre retraite, votre impôt, votre cas : chacun vérifie ce que le programme change pour lui, la pédagogie précède la polémique.
- **Les clauses d'extinction.** Les efforts demandés cessent quand les comptes reviennent, c'est écrit dans la loi, pas promis dans un discours.
- **La sincérité budgétaire comme règle.** Si une ligne ne tient pas, elle est révisée publiquement à la baisse ; aucun double compte, des fourchettes basses.
- **Négocié, jamais imposé.** Les grandes réformes du travail et des retraites se construisent avec les partenaires sociaux : échanger, puis décider ensemble.

Reconstruire notre puissance économique

1 Reconquérir notre souveraineté économique

Le problème. Nous achetons ce que nous savions fabriquer : Depuis quarante ans, la France a laissé filer ses usines.

POUR VOUS

- **Produire redevient rentable ici** : 1,23 € au SMIC, 1,52 € au salaire moyen, et le coût de production recule nettement ; l'ampleur exacte sera publiée après modélisation indépendante.

2 Mettre l'épargne des Français au service de l'économie réelle

Le problème. Une épargne importante, mais mal orientée : les Français détiennent plus de 6 500 Md€ ⁽³⁾ de patrimoine financier et en placent 128 Md€ de plus chaque année, mais cette épargne finance surtout des titres de dette, dont une part de dette publique (assurance-vie en fonds euros) ou des livrets à taux administré, révisé périodiquement.

POUR VOUS

- **Du capital français pour vos projets** : l'épargne orientée vers l'économie réelle, un Livret France garanti, PEA productif, assurance-vie réorientée, BPIR.

3 Rééquilibrer notre balance commerciale

Le problème. Nous dépensons plus à l'étranger que nous ne gagnons.

POUR VOUS

- **La réciprocité ⁽⁶⁾ stricte** : ce qui entre en France respecte les règles de la France, sanitaires, sociales, environnementales.

4 Reprendre et transmettre nos entreprises

Le problème. Des centaines de milliers de PME partent sans repreneur.

POUR VOUS

- **Transmettre sans casse** : zéro impôt jusqu'à 100 000 € par parent et par enfant.
- **Donner, fonder** : 66 % pour les dons, 75 % pour doter une fondation, et la fondation actionnaire pour transmettre sans vendre.

(3) Banque de France, 2025 : patrimoine financier des ménages supérieur à 6 500 Md€, avec 128,4 Md€ de placements nouveaux en 2025.

(6) Directive européenne 2014/24 du 26 février 2014 : égalité de traitement et non-discrimination dans la commande publique ; les critères objectifs (carbone, délais, résilience) y sont conformes.

Préparer l'avenir, soigner le présent

5 Investir là où la France peut être leader

Le problème. Trop de court-termisme, pas assez de cap : La France a les chercheurs, les ingénieurs et les filières, mais disperse ses moyens.

POUR VOUS

- **Les CIR-CII réservés aux PME et aux ETI** : fini pour les grands groupes, ≈ 3 Md€/an réorientés vers ceux qui prennent le risque.

6 Garantir à chacun une santé qui soigne

Le problème. Des déserts médicaux, et des soignants à bout : Trouver un médecin traitant relève du parcours du combattant, et des territoires entiers n'ont plus de soignants.

POUR VOUS

- **Un médecin accessible partout** : généraliste formé plus vite, pré-recrutement rémunéré, tout le personnel hospitalier revalorisé.

7 Donner toutes leurs chances à nos enfants

Le problème. Le niveau baisse, et l'origine décide trop souvent : Les fondamentaux sont fragiles et l'orientation reste un labyrinthe.

POUR VOUS

- **L'État finance les études** : de la maternelle au supérieur, le talent décide, pas le compte en banque.

8 Protéger les plus fragiles

Le problème. Trop de fragiles laissés sous le seuil : Des personnes âgées, handicapées ou inaptes au travail vivent sous le seuil.

POUR VOUS

- **Aucun minimum destiné à ceux qui ne peuvent pas travailler sous le seuil de pauvreté** : la garantie vieillesse, 1 337 € seul et 2 005 € en couple ; environ neuf retraités sur dix ⁽⁵⁾ qui ne paient pas la contribution spécifique au-delà de 3 000 € nets.

(5) Conseil d'orientation des retraites, rapport annuel, 11 juin 2026 : dépenses de retraite 422,2 Md€ (14,1 % du PIB) ; déficit 5,1 Md€ hors charges financières.

La sécurité des personnes et de la nation

9 Rendre la France robuste face au climat

Le problème. On répare l'ancien monde au lieu de préparer le nouveau : canicules plus longues, sécheresses qui fragilisent l'eau, l'agriculture et nos centrales.

POUR VOUS

- **Un pays qui tient le choc, et qui protège le vivant** : l'eau stockée sur chaque toit, épurée à fond, rendue à la nature ; hôpitaux et écoles rafraîchis.

10 Maîtriser l'immigration, réussir l'intégration

Le problème. Une immigration non choisie, des procédures interminables.

POUR VOUS

- **Choisir, ordonner, intégrer** : la France décide qui elle accueille, l'asile est traité vite, l'intégration passe par la langue et le travail.

11 Rétablir une justice rapide, ferme et enfin dotée

Le problème. Une justice lente, engorgée, sous-dotée : Les délais s'allongent, les prisons débordent (89 446 détenus pour 63 289 places opérationnelles au 1^{er} juillet 2026, matelas au sol) et trop de peines ne sont jamais exécutées.

POUR VOUS

- **La peine prononcée est exécutée** : juges et procureurs doublés, 125 000 places de prison.

12 Protéger nos enfants

Le problème. Les signaux existent, mais personne ne les relie : chacun sait une part.

POUR VOUS

- **Plus aucun enfant entre les mailles** : un système national sécurisé de rapprochement des alertes relie tous les signaux.

L'État à sa place, la France dans le monde

13 Décider et nous défendre par nous-mêmes

Le problème. Les guerres ont changé, pas toujours nos moyens. Les conflits récents l'ont montré : drones, cyber, quantique et espace décident désormais des batailles.

POUR VOUS

- **L'armée des nouvelles guerres** : drones, cyber, quantique, espace, de 2 vers 3 % du PIB.

14 Rapprocher l'État du citoyen et de l'entreprise

Le problème. Un millefeuille où personne ne sait qui décide : La France superpose communes, intercommunalités, départements et régions, plus une nébuleuse d'agences : personne ne sait qui décide.

POUR VOUS

- **Une seule administration vous répond**, du dépôt à la réponse.

15 Ancrer la Corse et les Outre-mer dans la République entière

Le problème. La vie chère, des services défaillants, des statuts improvisés.

POUR VOUS

- **La vie chère attaquée à la racine** outre-mer et en Corse ; l'eau potable garantie par des centrales de désalinisation.

16 Agir en Europe et dans le monde

Le problème. Laisser les autres choisir, ou peser : Face aux États-Unis et à la Chine, aucun pays européen seul, pas même la France, n'atteint seul la taille critique sur les sujets décisifs.

POUR VOUS

- **Coopérer entre nations souveraines, jamais dépendre** : réciprocité commerciale stricte, une voix qui pèse.

Trois référendums, dès l'élection

Avant de réformer, **rendre la parole**. Le mandat s'ouvre par **trois référendums** : la confiance ne se décrète pas, elle se restaure par des actes soumis au peuple.

1 Renforcer la démocratie

Le **vote obligatoire**, soumis au peuple lui-même ; le **vote blanc reconnu** et comptabilisé ; un **Conseil de France** pour tenir le cap du temps long, évaluer les politiques publiques sans jamais bloquer la décision des élus.

2 L'exemplarité des élus

Suspension dès la mise en examen ; inéligibilité à vie pour les crimes et les atteintes à la probité ; **sanction des absences ; imprescriptibilité** des manquements à la probité. Et chaque nouvel élu reçoit, dès l'élection, une **formation juridique et budgétaire**. La confiance des Français dans leurs élus se reconstruit par des règles claires, valables pour tous.

3 Le patrimoine commun

Ce qui touche à la **souveraineté**, autoroutes, ports, aéroports, eau, énergie, santé, est **sanctuarisé** : plus jamais bradé, et **repris progressivement** quand il a été cédé. Les Français décident de ce qui ne se vend pas.

Pour les élus locaux, ces trois référendums sont aussi des protections : un cadre d'exemplarité qui s'impose à tous, et un patrimoine d'infrastructures, l'eau, les ports, l'énergie, que vos territoires ne verront plus se vendre à la découpe.

Les cent premiers jours

Dès l'installation, les mesures à effet immédiat sont engagées, et les grands chantiers sont lancés.

- **Élus locaux** : la compensation de façon intégrale et dynamique et le « qui norme, paie » inscrits au premier budget.
- **Simplification** : normes et formulaires divisés, guichet unique ; un an au maximum pour obtenir les autorisations d'une usine.
- **Sécurité et justice** : recrutements lancés, exécution des peines réaffirmée.
- **Pouvoir d'achat** : la base du SMIC étendue à tous les salaires ; la durée légale passe de 35 à 40 heures, négociée avant d'être votée. Jamais 40 payées 35. Le choc est immédiat : les salariés à temps complet sont déjà à 38,8 heures, l'employeur paie ce qu'il payait déjà, le coût de l'heure baisse de 12,5 %. Deux côtés : 70 Md€ pour l'employeur, 12,1 Md€ pour le salarié, et 77 Md€ de niche qui deviennent la règle.
- **Vie chère** : charges baissées pour tous et partout, Corse et Outre-mer compris.
- **Épargne** : le Livret France lancé, le Livret A et le LDDS regroupés.
- **Un seul impôt sur le revenu** : la CSG et l'impôt sur le revenu fusionnent, prélevés à la source, barème de 10 à 40 %.
- **La méthode** : audit d'entrée, puis négociation avec les partenaires sociaux : échanger, puis décider.
- **Immigration et asile** : une **décision initiale** d'asile en moins de trois mois, le recours accéléré ensuite.
- **Grands chantiers** : petits réacteurs testés, service national de six mois, plans quantique et spatial.

L'épargne des Français et la BPIR

Les Français épargnent **plus de 6 500 Md€**, mais cette épargne finance surtout des titres de dette, dont une part de dette publique. **La réponse n'est pas de confisquer** : orienter, jamais imposer.

L'assurance-vie réorientée : l'avantage gardé, la France financée. Un abattement de transmission de 152 500 € par bénéficiaire, inchangé, à condition de financer en France l'un de cinq usages : **la production, la robustesse écologique, les investissements d'avenir, l'autonomie du grand âge, la souveraineté financière**. Réservé aux PME et ETI.

La BPIR, Banque publique d'investissement et de retournement : la banque publique qui **investit et sauve les entreprises viables**. Avec la bourse de la reprise et le crédit vendeur garanti par l'État, **on reprend plutôt qu'on ferme**, dans vos communes d'abord.

Le PEA productif. Jusqu'à **200 000 €** dans des **investissements productifs éligibles**, détenus **cinq ans** : la plus-value est **exonérée d'impôt**.

Et pour l'épargne de tous les jours, le **Livret France** : le Livret A et le LDDS regroupés, plafond **50 000 €**, intérêts exonérés.

Le budget, en toute honnêteté

La TVA passe de quatre taux à trois : 6 % sur le panier essentiel, 12 %, et 22 % sur le reste, par étapes. Elle frappe aussi les produits importés, et finance une part de la baisse du coût du travail.

RESSOURCES	ORDRE DE GRANDEUR / AN
Hausse de la TVA, trois taux au lieu de quatre (6, 12, 22 %), + recettes liées à l'activité (frappe aussi les importations)	+26 Md€
Impôt sur les heures 36 à 40, désormais imposables	+13 Md€
Fusion CSG-IR : fin de la déduction forfaitaire de 10 % sur les salaires, assiette large, capital au barème	+25 à 35 Md€
Heures sup au-delà de 40 h fiscalisées, apprentissage recentré, CIR-CII plafonnés à 20 M€ de dépenses, crédit d'impôt normatif déduit	+7,2 Md€
Rationalisation, fraude, niches inefficaces	+24 à 34 Md€
Réformes produisant des économies : retraites, jour de carence, assurance-chômage	+37 à 50 Md€
Succession et fiscalité comportementale (santé, environnement)	+3 à 8 Md€
Autres aides et prestations (hors prime d'activité)	+9 à 13 Md€
Prime d'activité supprimée, intégralement redéployée au salaire	+9,3 Md€
Total des ressources	+175,4 Md€

Le budget, en toute honnêteté

EMPLOIS	ORDRE DE GRANDEUR / AN
Cap de compétitivité, la base du SMIC étendue à tous les salaires	-56 Md€
Justice sociale, coût nouveau net (vieillesse, handicap, aidants)	-8 Md€
Transformation, souveraineté et défense vers 3 % du PIB	-20 à -26 Md€
Pacte famille (garde, sport, école, prêts)	-2 à -12 Md€
Régalien : juges & procureurs, greffiers, parc pénitentiaire (125 000 places)	-4 à -6 Md€
Recruter pour former (net)	-1 à -3 Md€
Filières techniques (lycées professionnels et technologiques)	-2 Md€
Sécurité civile (sapeurs-pompiers, +25 % en 5 ans)	-1 Md€
Justice économique : tribunaux de commerce, parquet spécialisé, caisse des comptes (défraiement, modernisation, expert-comptable pris en charge)	-1,5 Md€
Service national, réserve santé, sécurité et maintenances	-7 à -9 Md€
Deuxième étage salarial : baisse des cotisations jusqu'à 1,75 SMIC (brut, à microsimuler)	-12,1 Md€
Sous-total des emplois au socle	-127,5 Md€
Tranche pilotée de compétitivité (conditionnelle)	0 à -14 Md€
Total, tranche pilotée ouverte	-141,5 Md€
Marge au socle (2032)	+47,9 Md€ ⁽¹⁾
Marge, tranche ouverte (2032)	+33,9 Md€ ⁽¹⁾

La vérité n'est pas que personne ne paie : l'effort est partagé et doit produire des résultats mesurables. La différence entre les deux totaux réduit d'abord le déficit, puis rembourse la dette, trois scénarios et le scénario de stress page suivante. Sources publiques citées.

(1) Ce qui relève du calcul du programme, et non d'une publication : le coût du travail (1,74 € → 1,52 € au salaire moyen, 1,35 € → 1,23 € au SMIC, extinction à 1,75 SMIC) est calculé sur les barèmes Urssaf, les recettes en fourchettes. Une estimation n'est jamais présentée comme un fait établi.

Le désendettement, trois hypothèses

Chaque année, la France dépense environ **150 milliards d'euros de plus** qu'elle n'en gagne. Personne ne peut effacer ce trou d'un coup. L'engagement : en cinq ans, **ramener ce découvert autour de 100 milliards**. La dette grossira encore en euros, et **son poids ne baissera que si le solde primaire, la croissance en valeur et le taux d'intérêt jouent ensemble dans le bon sens**. Point de départ : **115,7 %⁽⁴⁾ du PIB (2025)**.

SCÉNARIO	CROISSANCE	DÉFICIT ANNUEL RAMENÉ À
Prudent	0 %	≈ -120 Md€/an
Central	1 %	≈ -100 Md€/an
Dynamique	2 %	≈ -80 Md€/an

Et si on ne fait rien ? Nous le publions aussi : la dette continue de grossir sans jamais refluer. Montrer ce scénario, c'est la règle du jeu.

Les intérêts, eux, n'attendent pas : 64,7 milliards payés en 2025 pour l'ensemble des administrations publiques, plus de 100 milliards à l'horizon 2029 si rien ne change.

On ne vous cache pas les premières années : le déficit se referme palier par palier. La Suède et le Canada s'en sont sortis en cinq à sept ans.

Et le retour à l'équilibre ? Il dépend du solde primaire, de la croissance en valeur et du taux d'intérêt : nous ne publions pas de date.

(4) Insee, Le compte des administrations publiques en 2025, 29 mai 2026 : dette 3 460,5 Md€ fin 2025 (115,7 % du PIB) ; déficit 152,5 Md€ ; intérêts 64,7 Md€ pour l'ensemble des administrations publiques.

Vos retraites, l'essentiel

Indépendants, dirigeants : une vraie retraite, enfin.

- **Dirigeant, salarié ou non : le même coût qu'un salarié, les mêmes droits** , retraite, et le chômage ouvert par une cotisation au taux des salariés (4 % du revenu), après 24 mois.
- **L'auto-entrepreneur bascule vers une vraie retraite** : la transition graduelle vers l'entreprise individuelle ouvre de vrais droits et un vrai filet.
- **Le rachat au prix juste**, payable avec votre épargne : votre capital vous achète un départ plus tôt, sans subvention, sans privilège.
- **Transmettre sans casse** : zéro impôt jusqu'à 100 000 € par parent et par enfant.
- **Le fonds investit dans le productif français** : l'épargne retraite du pays finance vos entreprises.
- **Et au total** : plus de dix gagnants pour un qui contribue, et personne, personne, ne passe sous le seuil de pauvreté.

La France d'à côté : avant / après

Huit réalités du quotidien, avant et après le programme.

- **L'école.** Des classes menacées de fermeture → le plan famille ramène des enfants, et rien ne ferme sans solution de continuité.
- **Le médecin.** Le départ sans remplaçant → un médecin garanti : la réserve foncière permet d'installer là où ça manque.
- **Le commerce.** Vitrites vides, dernier commerce qui ferme → bourse de la reprise, taxe sur la vacance, moratoire en périphérie : le centre revit.
- **Les normes.** Normes ÷ 2, Cerfa ÷ 3 (plus de 1 800 formulaires) ; silence vaut accord (hors sécurité, santé et environnement) ; « qui norme, paie ».
- **Votre mairie.** Des transferts jamais compensés → compensés de façon intégrale et dynamique : votre commune peut agir.
- **La sécurité.** L'attente des renforts → police et gendarmerie présentes durablement ; sapeurs-pompiers renforcés.
- **L'emploi.** Les friches et les départs → usine ouverte en 1 an, reprises financées : l'activité revient.
- **L'agriculteur.** Le revenu qui ne couvre pas les coûts → le juste prix, le portage foncier pour s'installer, la commande publique de proximité.

Les services publics de proximité

Ce dont vous avez besoin chaque semaine, l'école, le médecin, la sécurité, le programme le traite **à hauteur de commune**.

1 Le médecin qui revient

Médecine réformée, internat orienté vers les besoins : les déserts médicaux cessent d'être une fatalité. Et les **sapeurs-pompiers mieux articulés avec le SAMU** : premiers sur place, mieux relayés.

2 L'école communale consolidée

Les **fondamentaux d'abord**, des **professeurs attirés et revalorisés**, et les **retraités volontaires en renfort** auprès des élèves en difficulté, en lien avec les établissements.

3 La sécurité qui aboutit

Une plainte ne finit plus à la poubelle : la justice aux moyens doublés, **la peine prononcée est la peine exécutée**. Le travail des policiers municipaux et des gendarmes débouche.

4 La commune robuste

Bâtiments publics isolés, hôpitaux et écoles climatisés quand aucune solution immédiate n'existe, et la **sécurité civile renforcée (≈ 1 Md€ par an)** face aux mégafeux et aux inondations.

Concrètement, dans votre vie

- **Un salarié**
les cinq heures de plus sont intégralement payées, les embauches et les augmentations facilitées ; tickets-restaurant (à défaut de restauration sur place), indemnité kilométrique et chèque-vacances.
- **Un retraité modeste**
sa pension ne baisse pas. Les petites pensions sont portées au seuil de pauvreté et restent pleinement indexées.
- **Un médecin**
moins de démarches administratives, une installation aidée dans les territoires qui manquent de soignants, et un parcours d'études de médecine générale révisé.
- **Un étudiant**
des bourses et une aide au logement renforcées, et des formations rémunérées dans les métiers qui recrutent.
- **Une famille monoparentale**
garde d'enfants, crèche, cantine, scolarité et sport mieux financés, avec une priorité pour le logement.
- **Un habitant d'une petite commune**
des services publics de proximité, un médecin plus accessible et un centre-ville soutenu.
- **Un habitant d'outre-mer**
des prix abaissés (l'octroi de mer remplacé), des recettes locales garanties, et le retour effectif de la sécurité, d'un coût de l'énergie abordable, de l'eau pour les citoyens et l'agriculture et des liaisons avec l'Hexagone.
- **Un entrepreneur**
un coût du travail plus faible, un impôt réduit s'il produit en France, et une banque publique pour financer la croissance ou la reprise.
- **Une personne handicapée**
des minima portés au seuil de pauvreté, la décision MDPH en trois mois, des droits à vie quand le handicap est irréversible.
- **Un jeune couple**
un prêt à la naissance du deuxième enfant, une garde financée, l'école et les études payées à 100 % par l'État jusqu'au secondaire, une TVA réduite au premier achat.

Vos objections, nos réponses

« Encore des promesses ? »

Non. Des engagements chiffrés, datés, vérifiables. Même le pire scénario est imprimé dans ces pages, y compris ce qui arrive si l'on ne fait rien. Qui d'autre publie son scénario d'échec ?

« Qui va payer ? »

Personne ne paiera à votre place, et personne ne vous cache l'addition : chaque mesure a son coût imprimé, le déficit passe de 150 à environ 100 milliards, et le budget complet est dans ces pages.

« Pourquoi vous croire ? »

Ne nous croyez pas. Vérifiez : chaque chiffre a sa source, page 22. Un programme qui demande la confiance sans donner la preuve ne mérite ni l'une ni l'autre.

« Vous êtes de droite ou de gauche ? »

Ni un appareil, ni une écurie. Un programme : seize engagements et un cap, que la France produise, protège et tienne parole. Prenez ce qui est bon, contestez le reste.

« Et si ça ne marche pas ? »

Le scénario de l'échec est publié aussi : sans redressement, la dette continue de grossir sans jamais refluer. Montrer le pire est la règle que nous nous imposons. Vous jugerez sur pièces, année après année.

« Pourquoi ça marcherait, cette fois ? »

Parce que d'autres l'ont fait : la Suède et le Canada ont redressé leurs comptes en cinq à sept ans, sans casser leur modèle. La France n'est pas condamnée : nous pouvons changer les choses.

Chaque chiffre a sa source

Rien à croire, tout à vérifier, les numéros (1) qui accompagnent les chiffres du livret renvoient ici.

- (1)** Ce qui relève du calcul du programme, et non d'une publication : le coût du travail (1,74 € → 1,52 € au salaire moyen, 1,35 € → 1,23 € au SMIC, extinction à 1,75 SMIC) est calculé sur les barèmes Urssaf, les recettes en fourchettes. Une estimation n'est jamais présentée comme un fait établi.
- (2)** Ministère du Travail, arrêté du 22 mai 2026 : SMIC à 12,31 € brut de l'heure.
- (3)** Banque de France, 2025 : patrimoine financier des ménages supérieur à 6 500 Md€, avec 128,4 Md€ de placements nouveaux en 2025.
- (4)** Insee, Le compte des administrations publiques en 2025, 29 mai 2026 : dette 3 460,5 Md€ fin 2025 (115,7 % du PIB) ; déficit 152,5 Md€ ; intérêts 64,7 Md€ pour l'ensemble des administrations publiques.
- (5)** Conseil d'orientation des retraites, rapport annuel, 11 juin 2026 : dépenses de retraite 422,2 Md€ (14,1 % du PIB) ; déficit 5,1 Md€ hors charges financières.
- (6)** DG Trésor et Douanes, 2025 : déficit commercial sur les biens de 64,9 Md€, après 77,7 Md€ en 2024.
- (7)** OCDE, Taxing Wages, 2026 : coin socio-fiscal : 47,2 % en France, ≈ 41,7 % en moyenne dans l'Union européenne (calcul sur Taxing Wages 2026).

Nous avons besoin de vous

Ce programme ne demande pas d'être cru : il demande d'être vérifié. Et il ne se fera pas seul.

- **Nous avons besoin des élus locaux**, qui rouvrent les commerces, accueillent les usines et connaissent leur territoire mieux que Paris. Et d'abord de 500 d'entre eux, pour que cette candidature existe.
- **Nous avons besoin des syndicats**, parce que la durée du travail, la pénibilité et les retraites ne se règlent pas par ordonnance. Elles se négocient, ou elles ne tiennent pas.
- **Nous avons besoin des Français**, qui votent, qui produisent, et qui feront vivre ou mourir ce texte. Aucun des trois ne suffit seul.
- **À vous qui entreprenez**. Rien ne rouvre une usine sans ceux qui la dirigent. Dites-nous ce qui bloque encore, et ce qui manquerait à ce programme pour que vous embauchiez demain.

Faites-le lire. Ce livret se partage : en main propre, par message, sur **www.petitpreambule.fr**. **Parlez-en autour de vous.** Un livret qui parvient à un élu par un habitant de sa commune pèse plus qu'un courrier de campagne.

Vérifiez nos sources. Des simulateurs publics ouvriront dès l'élection : votre retraite, votre impôt, votre cas.

Construire plutôt que promettre.

« En vingt ans, la France est passée d'une logique de protection à une logique de compensation par l'importation. Notre projet consiste à redevenir un pays qui produit et construit : des entreprises, des logements, des familles, des écoles et de la confiance. »

XAVIER BALDUINI

WWW.PETITPREAMBULE.FR